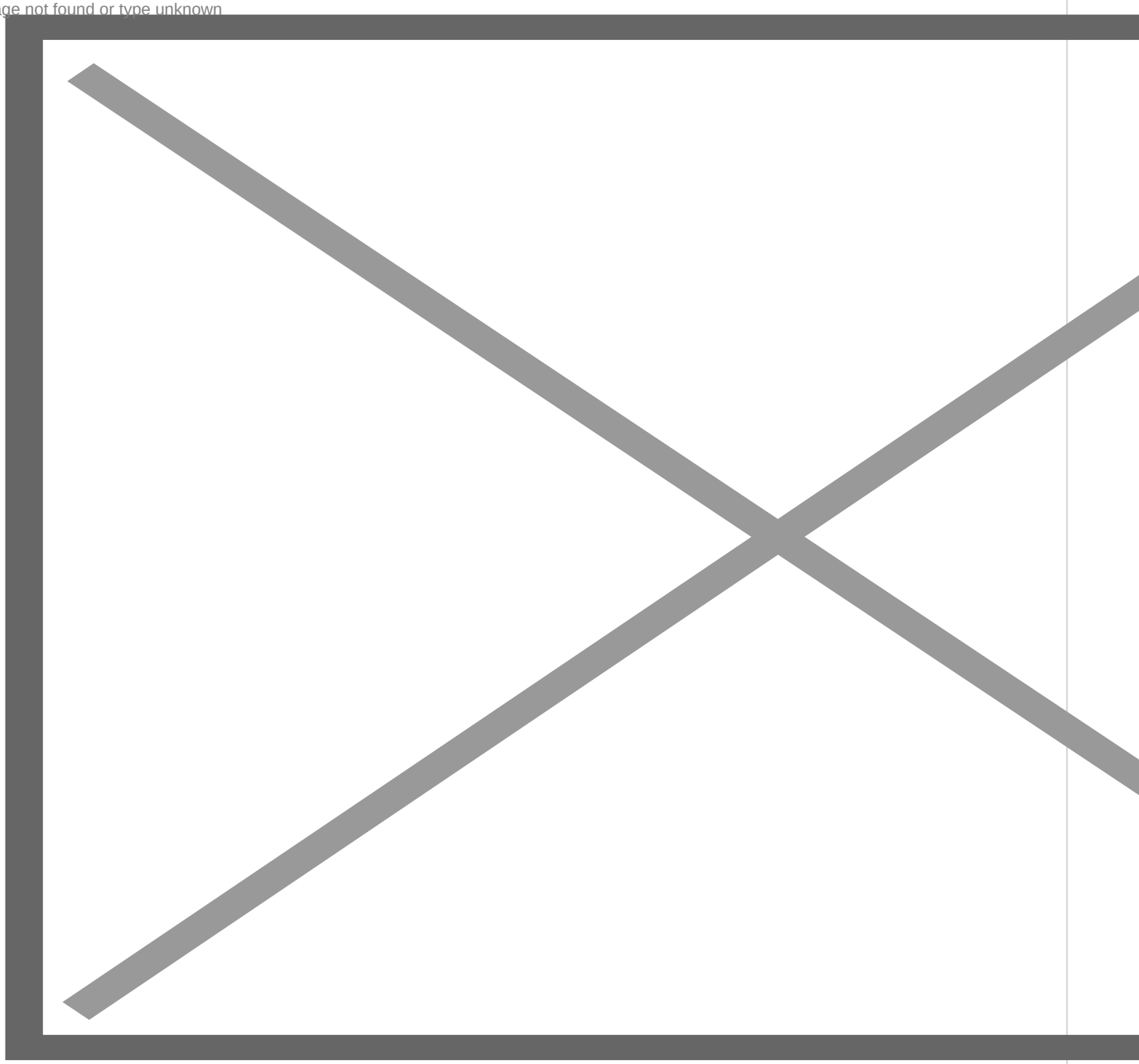
Des sénateurs brésiliens demandent une analyse urgente de la thèse foncière

Image not found or type unknown



La Havane, 12 juin, (RHC)- 24 sénateurs brésiliens ont demandé ce dimanche une accélération urgente de l'analyse du soi-disant cadre temporaire qui limite la démarcation des terres et affaiblit les droits des indigènes.

Selon le site web R7, les signataires de la demande feront pression sur le président du Sénat, Rodrigo Pacheco, lors de la prochaine réunion, prévue pour le 15 juin.

Cette démarche fait suite au report par la Cour suprême fédérale du procès sur cette question controversée. La proposition doit normalement passer par des commissions thématiques.

Le régime d'urgence est utilisé pour accélérer le traitement et le vote des questions législatives et permet de contourner l'analyse au sein des commissions concernées.

Rodrigo Pacheco a déclaré que la proposition passerait par les commissions thématiques et ne serait pas soumise directement à la plénière, comme cela s'est produit à la Chambre des députés. "Nous voulons trouver une solution, un large consensus sur la question. La chose la plus importante est l'intérêt de tous les Brésiliens, et les peuples indigènes s'inscrivent évidemment dans ce contexte de Brésiliens qui méritent le respect", a-t-il déclaré.

Selon la thèse du calendrier, seules les terres qui étaient occupées par des communautés le 5 octobre 1988, jour de la promulgation de la Constitution, peuvent être délimitées en tant que terres indigènes.

Selon les règles internes de la Cour suprême, l'affaire doit être renvoyée pour analyse dans un délai maximum de 90 jours. Avant la demande d'audience, le juge Alexandre de Moraes a voté contre le projet de loi mercredi dernier.

Avec la démonstration du juge Moraes, le score de l'examen est de deux à un contre l'étape transitoire.

Les représentants des peuples indigènes s'opposent à la reconnaissance d'un tel critère, tandis que les propriétaires terriens estiment qu'il est important de garantir la sécurité juridique.

Si le projet de loi est ratifié par le Sénat, il sera envoyé au président Luiz Inacio Lula da Silva pour qu'il le certifie ou non.

À cet égard, le ministère des Peuples indigènes a qualifié l'approbation du cadre par les députés de "génocide légiféré", car il affecte directement les communautés indigènes isolées, "autorisant l'accès délibéré à des territoires où les peuples vivent sans aucun contact avec la société, ni même avec d'autres peuples".

Source : Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/325289-des-senateurs-bresiliens-demandent-une-analyse-urgente-de-la-these-fonciere

Radio Habana Cuba